

## KEVIN RUDD

Président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

**Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC**

Je voudrais vous remercier Kevin. Nous aurions préféré vous avoir ici en personne, mais ce n'était pas possible cette fois-ci. Je vais rappeler à nos amis que vous êtes connu bien sûr en tant qu'ancien Premier ministre d'Australie, ainsi qu'ancien ministre des Affaires étrangères, mais vous êtes à présent le président de l'Asia Society Institute et l'un des plus célèbres experts sur la Chine. Je vais vous donner la parole tout de suite car nous voulons entendre votre opinion sur la situation politique de la Chine et sur l'interface entre la politique intérieure et les affaires internationales. Nous venons d'avoir un panel sur l'Asie avec une variété de points de vue sur la Chine et ses actions, son président Xi Jinping et ses objectifs de politique étrangère à court, moyen et long terme. La parole est à vous et nous sommes impatients de vous écouter.

### Kevin Rudd

Merci beaucoup Thierry. Je vais consacrer 10 à 15 minutes sur la question suivante : à quoi va ressembler la politique intérieure chinoise entre maintenant et le 20ème Congrès du Parti à la fin 2022 ? Deuxièmement, à quoi va ressembler la politique économique sur cette période étant donné la récente publicité sur le retour au socialisme ? Troisièmement, qu'est-ce que cela signifie pour la trajectoire à long terme de la politique étrangère et stratégique de la Chine ? Je vais passer environ cinq minutes sur chaque aspect et ensuite nous pourrons avoir une discussion.

Sur la politique intérieure chinoise, je pense qu'il est juste de dire que Xi Jinping a déplacé le centre de gravité du Parti communiste chinois davantage à gauche pendant ses neuf années de mandat. Nous voyons ça bien sûr par la réaffirmation de la centralité du Parti communiste dans tous les éléments de la gouvernance chinoise et dans la vie chinoise ainsi que par la réaffirmation de sa place comme leader suprême au sein du Parti communiste. Nous le voyons aussi dans une série d'actions répressives envers ses opposants politiques dans des campagnes rectificatives du Parti qui rappellent celles utilisées par Mao à Yan'an en 1942. Tout cela, avec la campagne anti-corruption, a été le moyen par lequel il a tenté d'éliminer toute opposition critique envers lui-même au sein des échelons décisionnels du Parti. Par conséquent, si vous regardez l'impact combiné de ces mesures sur les neuf dernières années, les politiques chinoises sont plutôt différentes maintenant de ce qu'on avait à la fin de la période Hu Jintao en novembre 2012.

Bien sûr, une des raisons pour lesquelles Xi Jinping fait cela est idéologique et comme je l'ai dit à de nombreux analystes, Xi Jinping est fondamentalement un marxiste-léniniste. Par

conséquent, il ne tolérera aucune diversité d'opinion qui ébranlerait la position centrale du Parti en tant que véhicule léniniste de la révolution chinoise. En d'autres termes, il diminue l'espace privé ouvert au désaccord politique et l'espace réservé à la classe entrepreneuriale et au secteur privé. Il restreint également les libertés personnelles de la vie quotidienne, avec par exemple, des restrictions à l'encontre de la communauté gay et lesbienne en Chine, sur le nombre de jeux vidéo autorisés, quand on peut y jouer et leur contenu. L'idéologie et le rôle central du Parti ont été les motivations principales pour ce décalage vers la gauche.

Cependant, ses motivations sont également individuelles et politiques. Il cherche à assurer sa réélection en tant que Secrétaire général au 20<sup>ème</sup> Congrès du Parti et en tant que Président de Chine en mars 2023. Tout cela va se passer dans les 12 mois à venir, il y a donc une campagne politique assez intensive de sa part contre tout opposant potentiel à l'extension de son mandat. De mon point de vue, il voudrait voir ce mandat renouvelé jusqu'à environ 2035.

J'ai dit que je parlerai également de la direction que Xi Jinping prenait pour l'économie. En parallèle de ce que je viens d'évoquer, le déplacement vers la gauche du spectre politique chinois s'est accompagné d'un mouvement vers la gauche de l'économie. Nous l'avons vu à la fois dans le domaine idéologique et avec la nouvelle configuration des concepts du nouveau développement de la Chine, comme concept de remplacement de la politique réforme et ouverture. Nous l'avons vu dans la nouvelle doctrine de la Chine de l'économie en double circulation, qui est un langage codé pour une plus grande autonomie et indépendance économique nationale et moins de dépendance envers le marché international. Troisièmement, nous l'avons également vu dans la réduction de l'espace alloué au secteur privé et une réaffirmation du rôle du secteur de l'entreprise nationalisée. Une partie de cette réduction se traduit par le nouveau domaine de la politique industrielle de la Chine qui est l'intervention de l'État pour mener les nouvelles méga-sociétés du futur vers les nouvelles technologies du futur. Tous ces mouvements se sont déroulés à peu près au même moment que les mouvements opérés en politique, même s'il faut préciser que ces orientations de l'économie vers la gauche n'ont pas commencé en 2013. En vérité, nous les avons vues s'intensifier depuis 2017.

Quelles en sont les motivations ? Une fois de plus, c'est idéologique. Xi Jinping veut voir la réaffirmation du Parti-État. Il n'aime pas qu'à l'avenir les milliardaires chinois deviennent des exemples pour la jeunesse du pays. Il croit également que pour garder le pouvoir, il doit voir une plus grande redistribution de la richesse aux classes ouvrières chinoises et aux classes moyennes inférieures. Il est également convaincu que tout cela est nécessaire pour assurer la réalisation à long terme de son ambition nationale pour la Chine de devenir une superpuissance mondiale d'ici 2049. Il est convaincu que cela ne peut arriver que si l'État est aux commandes.

Bien sûr, c'est un changement dans le modèle économique après 35 ans de réforme et d'ouverture vers ce que Xi Jinping appelle à présent le nouveau concept de développement national mené par une plus grande confiance dans le Parti-État en son milieu plutôt que dans le secteur privé. Le problème est de savoir si ce modèle et cette expérience fonctionneront ou si nous verrons les esprits animaux de la Chine être anéantis et les chiffres de la croissance économique commencés à chuter. À l'heure actuelle, nous sommes dans ce processus de changement et il est trop difficile de prédire comment il va finir. Cette nouvelle direction a été

exprimée très clairement dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, promulgué par le Parti dans le pays en mars de cette année. La plupart des notions évoquées figurent dans les pages du plan, qui bien sûr est ensuite adapté au niveau provincial et sous-provincial.

Dans la mesure où le secteur privé représente 60 % du PIB et environ 90 % de toutes les innovations chinoises, et bien sûr 80 % de la création d'emploi en Chine, il y a une interrogation sur le fait que ce mouvement vers le secteur public, le secteur de l'entreprise d'État, les moteurs de politique industrielle du modèle de « marché guidé » de la Chine à l'heure actuelle, puisse se retourner contre lui.

Le dernier point sur lequel j'aimerais m'attarder est le sens de ces mesures en matière de politique étrangère et politique stratégique de la Chine. Si je peux résumer ma position, je dirais que Xi Jinping a orienté la politique chinoise vers la gauche pour les raisons que j'ai expliquées. Il a orienté la politique économique vers la gauche pour les autres raisons que j'ai expliquées. Mais dans le même temps, il a dirigé le nationalisme chinois vers la droite et c'est le reflet de son désir d'avoir une politique étrangère chinoise plus affirmée et de réaliser davantage d'objectifs de politique étrangère à court-moyen terme plutôt qu'à moyen-long terme. C'est également parce que Xi Jinping comprend que le nationalisme intérieur offre un autre pilier pour la légitimité politique intérieure du PCC.

Dans le passé, la légitimité politique du PCC, dans la mesure où ils n'ont pas d'élections, reposait sur trois piliers. Le premier est l'idéologie traditionnelle marxiste-léniniste au sein du parti et des 95 millions de membres. L'orthodoxie interne, son langage interne et sa pratique offrent une légitimité aux yeux du parti pour son rôle continu et aussi ceux qui soutiennent volontairement la mission idéologique du Parti. Le deuxième pilier de l'orthodoxie pendant la période Deng Xiaoping, l'idéologie s'étant écroulée après la Révolution culturelle, était les conséquences de la transformation économique de Deng pendant les 35 dernières années. Le nouveau pilier de légitimité était la prospérité et, à mesure que la prospérité grandissait, non seulement pour le pays mais pour les individus de la population, le Parti Communiste était vu comme pourvoyeur de richesses. Cependant, le troisième pilier de légitimité a été le nationalisme et l'ascension de la puissance chinoise et l'affirmation de cette puissance, en particulier contre les États-Unis et le Japon, ainsi que d'autres membres de ce qu'on appelle l'Occident. Il devient un pilier de légitimité d'autant plus important à mesure qu'une remise en question commence à apparaître sur le ralentissement de la croissance économique, les actions entreprises contre la classe entrepreneuriale chinoise et le possible ralentissement du miracle économique des 35 dernières années qui offrirait moins à l'avenir qu'il ne l'a fait dans le passé. Cela rend le nationalisme plus important.

Qu'est-ce que cela signifie en pratique ? Cela signifie dans la prochaine décennie, si Xi Jinping est réélu, nous verrons une Chine s'imposer de plus en plus sur Taïwan, la Mer de Chine du Sud, la Mer de Chine orientale, sur ses politiques avec ses 14 pays voisins. Nous allons également voir une politique économique internationale chinoise plus affirmée, une position plus affirmée de la Chine dans l'ordre international fondé sur les règles et une Chine qui tente d'améliorer sa position dans le système des Nations Unies, au sein du mécanisme Bretton Woods, et par de nouvelles institutions multilatérales qu'elle aura elle-même créées.

Où tout cela nous mène-t-il d'ici la fin de la décennie ? Je pense que nous ne devrions pas anticiper d'actions rapides de la Chine contre Taïwan. Non pas parce la Chine a renoncé à

l'usage de la force mais parce qu'elle croit que l'équilibre des forces sera plus à son avantage contre les États-Unis à la fin de la décennie plutôt qu'au début. La situation est similaire en mer de Chine du Sud et avec le Japon et les États-Unis en mer de Chine orientale. Je ne vois pas de conflits éclatés dans les deux prochaines années dans aucun de ces importants théâtres. Cependant, je vois des points de conflits émerger vers la fin de la décennie à mesure que l'équilibre des forces changera, à moins bien sûr que les Américains mettent fin à cet équilibre des pouvoirs et aux partenariats avec les alliés dans cette partie du monde.

Thierry, j'ai parlé un peu moins de 15 minutes sur la politique chinoise, l'économie, le nationalisme et son impact sur la politique étrangère et stratégique de la Chine ; je suis prêt à répondre aux questions.

### **Thierry de Montbrial**

Merci Kevin pour cet exposé extrêmement clair. J'ai deux questions simples pour vous. D'abord, le modèle économico-politique de Chine, et je dis économico-politique car, la politique, le Parti est partout, est-il viable d'un point de vue économique à long terme ? C'est une question très importante car si la réponse est positive, cela signifie que l'approche capitaliste occidentale de l'économie, ou du développement économique, ne serait pas la seule possible. Ce serait la première fois dans l'histoire moderne que nous aurions un véritable modèle alternatif. L'Union soviétique a échoué à cause de son incapacité à résoudre les problèmes économiques au sein de son cadre politique. Avez-vous une opinion claire sur cette question très basique ?

Je vais poser ma deuxième question en même temps car la politique intérieure et la politique étrangère sont liées ici. Ma deuxième question concerne une chose que nous avons brièvement évoquée dans la session précédente. L'approche traditionnelle chinoise de la stratégie est dans l'esprit de Sun Tzu, et consiste à gagner sans avoir à mener de guerre. Dans ce sens, la patience stratégique pourrait suffire à résoudre le problème de Taïwan. D'un autre côté, Xi Jinping a clairement et ouvertement déclaré à de nombreuses reprises que le problème de Taïwan serait réglé pendant son mandat. Personne ne sait exactement combien de temps ce mandat va durer mais si on le prend au mot, cela voudrait dire qu'il veut que le problème de Taïwan soit réglé dans les prochaines années. Il y a une contradiction ici et ma question est comment expliquez-vous le risque que Xi Jinping a pris en étant aussi affirmatif et précis sur le délai pour Taïwan ?

### **Kevin Rudd**

Merci Thierry. Je vais répondre à chacune dans l'ordre. Sur la question de la réussite du modèle économique, la réponse honnête est qu'on ne sait pas. Vous avez raison de dire que c'est un énorme pari de la part de Xi Jinping de penser que la Chine a trouvé un nouveau chemin de développement, pour éviter le piège du revenu intermédiaire, sans aller plus loin dans la libéralisation de l'économie ou de la politique. En fait, au sein de l'économie elle-même, et vous avez raison de l'appeler le modèle économico-politique, Xi Jinping a été assez explicite dans sa formulation sur ce point. Il a déclaré que la Chine était maintenant embarquée dans une période d'économie de marché guidée, plus une économie de marché ou une économie de marché socialiste, mais une économie de marché guidée. C'est un nouveau terme. Le mécanisme de guidage, par exemple, est l'injection massive de fonds de

guidage industriel dans l'économie menée par des entreprises nationalisées, contre la définition stratégique des secteurs de l'industrie menée par l'innovation pour l'avenir.

Vous êtes de la belle France et je connais bien l'importance de l'État dans le modèle de développement économique français, mais on parle d'une échelle 10 fois supérieure en absolu et en relatif à ce que nos amis français ont jamais expérimenté, et qui va être menée par des entreprises nationalisées. C'est énorme. Ils peuvent voir que c'est différent. Ils voient aussi que c'est la troisième phase dans l'évolution du modèle socialiste chinois après les échecs de la période avant 1978, les excès capitalistes de la période post 1978, nous avons maintenant une modération dans la période Xi Jinping vers une économie de marché guidée pour une plus grande prospérité commune. Bien sûr, en Europe et en Occident nous sommes familiers avec le débat autour d'une troisième voie en matière de capitalisme, de démocratie sociale et de socialisme. C'est différent car les débats en Occident entre capitalisme, socialisme et démocratie sociale se jouent au sein d'un système politique libéral, un système politique démocratique. Là on parle d'un système politique autoritaire.

La seule chose que je dirais en matière d'analyse politique finale pour déterminer le succès ou l'échec vient de la lecture des étudiants les plus actifs du modèle de développement économique chinois dans la communauté internationale aujourd'hui, comme Nick Lardy au Peterson Institute à Washington, et Barry Naughton, qui je pense est à l'Université de Californie sur la côte ouest américaine à San Diego. Si vous lisez attentivement ce qu'ils ont écrit sur les 12 derniers mois, ils sont sceptiques sur la réussite. Ce sont des chercheurs, pas des polémistes ni des membres de think tanks en tant que tels, ils sont analystes de l'économie chinoise. Ils sont sceptiques sur le fait que Xi Jinping puisse continuer à générer la croissance de productivité nécessaire pour véritablement engendrer une croissance économique durable à long terme en Chine pour sortir du piège du revenu intermédiaire sans être victime du fardeau économique et financier du vieillissement de la population, de la réduction de la population et de la réduction de la population active.

Voilà ma tentative de réponse à la première question, je vais être très bref sur la seconde. Concernant Taïwan, je ne pense pas que Xi Jinping veuille entrer en guerre sur Taïwan dans un avenir proche. Je pense qu'il est très prudent. Vous avez évoqué Sunzi bingfa et l'article un de *L'Art de la guerre* de Sun Tzu, stipule que « La guerre est une d'une importance vitale pour l'État qui doit être étudiée avec soin car si vous perdez une guerre, vous perdez l'État ». C'est gravé dans le cortex cérébral de la plupart des dirigeants chinois et par conséquent, ils adoptent une posture très prudente vis-à-vis de la guerre. Selon moi, Xi Jinping entend diriger la Chine jusqu'en 2035 et à ce moment-là il aura 82 ans, il sera toujours plus jeune que Deng qui s'est retiré de la vie politique autour de 87 ans. Pour ces raisons, je pense que son plan de carrière personnel, ainsi que la patience stratégique nécessaire pour engendrer un plus grand avantage pour la Chine dans l'équilibre des forces au cours de cette décennie, lui permettrait encore de menacer et, si nécessaire, d'engager des actions militaires à la fin de cette décennie ou au début des années 2030 pour atteindre son objectif avec une bien plus grande probabilité de victoire qu'il ne sera possible dans un futur proche. Je vais arrêter là mes commentaires.